

Vu le règlement (UE) 2017/127 du Conseil du 20 janvier 2017 établissant, pour 2017, les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux de l'Union et, pour les navires de pêche de l'Union, dans certaines eaux n'appartenant pas à l'Union;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'année 2017 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par l'Union européenne;

Considérant l'avis formulé par la Commission des quotas lors de sa séance du 1^{er} décembre 2017;

Considérant que le quota disponible de cabillaud du mer du Nord est largement suffisant, permettant que les règles correspondantes concernant les captures accessoires de décembre 2017 peuvent être supprimées,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 25, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, paragraphe 2, alinéa 3 et paragraphe 3, troisième alinéa, de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2016 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par l'arrêté ministériel du 19 juin 2017, les mots « 31 décembre » sont remplacés par les mots « 30 novembre ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017. Il cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Bruxelles, le 8 décembre 2017.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31809]

4 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de suspension, modification et résiliation des aides aux projets et des contrats-programmes, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène

LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE,

Vu le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, les articles 51/2 inséré par le décret du 13 octobre 2016 et 71;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 16 mars 2007 fixant les modalités de suspension, de modification ou de résiliation d'une convention ou d'un contrat-programme pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène;

Vu le « test genre » du 16 mai 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'absence d'avis du Comité de concertation des arts de la scène dans le délai de trente jours prévu par l'article 9 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2017;

Vu l'avis 61.961/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 septembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène;

2^o instances d'avis : les instances visées aux articles 45 à 64 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel;

3^o opérateur : la personne physique ou morale reconnue, en application du titre V du décret, ayant obtenu une aide au projet ou un contrat-programme;

4^o administration : le Service général de la créativité de l'Administration générale de la Culture;

5^o faute grave : la faute de l'opérateur rendant définitivement impossible la poursuite des relations contractuelles.

Art. 2. En cours d'aide au projet ou de contrat-programme, le Ministre peut, à titre conservatoire, après avoir soumis au préalable à l'avis de l'instance compétente, interrompre provisoirement tout ou partie du versement des subventions avec effet immédiat, en cas de présomption de détournement de fonds ou de gestion frauduleuse de l'opérateur résultant de l'ouverture d'une information ou d'une instruction pénale.

Le Ministre informe l'opérateur de la décision d'interruption du versement des subventions, par courrier recommandé.

Dès la décision d'interruption, la procédure de suspension de l'aide au projet ou du contrat-programme prévue aux articles 4 et 10 est engagée.

L'interruption du versement de la subvention décidée à titre conservatoire prend fin de plein droit à la date de prise d'effet de la décision de suspension ou à la date de la décision de ne pas suspendre l'aide au projet ou le contrat-programme. Le Ministre peut décider que l'interruption du versement prenne fin avant ces dates.

CHAPITRE 2. — *De la suspension, modification et retrait de l'aide au projet*

Art. 3. Si un opérateur ne remplit pas ses engagements ou n'est manifestement pas en mesure de les remplir pour la période de l'aide au projet restant à courir, il en informe l'administration par envoi recommandé et circonstancié. Il peut, concomitamment à cette obligation d'information et dans le même courrier, faire une demande motivée de modification de l'aide au projet et préciser s'il souhaite être entendu par l'instance d'avis.

L'administration est chargée, dans un délai de trente jours à dater de la réception de cette information, de transmettre à l'instance d'avis compétente :

- 1° l'information donnée par l'opérateur en application de l'alinéa 1^{er} et le dernier rapport d'activité annuel visé à l'article 51/1, § 1^{er}, du décret;
- 2° le rapport qu'elle a établi.

Art. 4. § 1^{er}. Si à l'analyse du rapport d'activité annuel prévu par l'article 51/1, § 1^{er}, du décret, l'administration constate qu'un opérateur ne remplit pas ses engagements ou n'est manifestement pas en mesure de les remplir pour la période de l'aide au projet restant à courir, elle transmet le rapport d'activité annuel de l'opérateur accompagné du rapport et de la proposition de suspension qu'elle a établis à l'instance d'avis compétente et au Ministre.

§ 2. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la proposition de suspension, le Ministre peut décider de suspendre avec effet immédiat l'aide au projet.

L'administration est chargée de :

- 1° notifier la décision à l'opérateur, par envoi recommandé, et l'inviter à lui transmettre, dans un délai de quinze jours, ses explications et, s'il échet, tout document complémentaire et/ou sa volonté d'être entendu;
- 2° transmettre à l'instance d'avis compétente, outre le rapport d'activité annuel visé à l'article 51/1, § 1^{er}, du décret et le rapport et la proposition de l'administration transmis en application du § 1^{er} :
 - a) la décision de suspension du Ministre;
 - b) les explications écrites et les documents communiqués par l'opérateur dès leur réception.

Art. 5. Lorsqu'elle est saisie sur base des articles 3 ou 4, l'instance d'avis donne son avis dans un délai de quarante-cinq jours.

La procédure est poursuivie sans tenir compte des avis donnés hors délais.

L'instance d'avis entend l'opérateur s'il en a formulé la demande conformément à l'article 4, § 2, alinéa 2, 1°.

Art. 6. L'administration transmet au Ministre l'avis de l'instance d'avis, dès réception, avec le dossier y relatif. Le dossier comprend au moins les documents visés à l'article 3, alinéa 2 ou à l'article 4, § 2, alinéa 2 et l'extrait du procès-verbal de l'instance d'avis approuvé en séance et relatif au projet de modification ou de résiliation de l'aide au projet.

Art. 7. § 1^{er}. Le Ministre décide, dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'avis de l'instance d'avis:

- 1° soit de modifier ou non l'aide au projet;
- 2° soit de résilier ou non l'aide au projet.

La décision du Ministre est notifiée par l'administration à l'opérateur par envoi recommandé.

§2. La décision précise la date de la prise d'effet de la modification ou de la résiliation de l'aide au projet.

CHAPITRE 3. — *De la suspension, de la modification ou de la résiliation du contrat-programme*

Art. 8. Le Ministre peut décider de résilier le contrat-programme dans l'un des cas suivants :

- a) incapacité pour l'opérateur de remplir ses engagements contractuels pour la période contractuelle restant à courir;
- b) faute contractuelle répétée;
- c) faute contractuelle grave.

Art. 9. Si un opérateur ne remplit pas ses engagements ou n'est manifestement pas en mesure de les remplir pour la période contractuelle restant à courir, il en informe l'administration par envoi recommandé et circonstancié. Il peut, concomitamment à cette obligation d'information et dans le même courrier, faire une demande motivée de modification du contrat-programme et préciser s'il souhaite être entendu par l'instance d'avis.

L'administration est chargée, dans un délai de trente jours à dater de la réception de cette information, de transmettre à l'instance d'avis compétente :

- 1° l'information donnée par l'opérateur en application de l'alinéa 1^{er} et le dernier rapport d'activité annuel visé à l'article 68, § 1^{er}, du décret;
- 2° le rapport et le projet d'avenant qu'elle a établi après échange avec l'opérateur.

Art. 10. § 1^{er}. Si à l'analyse du rapport d'activité annuel prévu par l'article 68, § 1^{er}, du décret, l'administration constate qu'un opérateur ne remplit pas ses engagements ou n'est manifestement pas en mesure de les remplir pour la période contractuelle restant à courir ou commet des fautes contractuelles répétées ou graves, elle l'invite, par envoi recommandé, à lui transmettre ses explications et, s'il échet, tout document complémentaire.

L'opérateur transmet ces éléments dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de l'invitation qui lui est faite par l'administration.

§ 2. A l'échéance du délai de trente jours visé au § 1^{er}, alinéa 2, ou à la réception des éléments transmis par l'opérateur, l'administration transmet le rapport d'activité annuel de l'opérateur, les éléments transmis par celui-ci en application du § 1^{er}, le rapport et le cas échéant, la proposition de suspension qu'elle a établis, à l'instance d'avis compétente et au Ministre.

§ 3. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la proposition de suspension, le Ministre peut décider de suspendre avec effet immédiat le contrat-programme.

L'administration est chargée de :

- 1° notifier la décision à l'opérateur, par envoi recommandé, et l'inviter à lui transmettre, dans un délai de trente jours, ses explications et, s'il échet, tout document complémentaire et/ou sa volonté d'être entendu;
- 2° transmettre à l'instance d'avis compétente, outre le rapport d'activité annuel visé à l'article 68, §1^{er}, du décret et le rapport et la proposition de l'administration transmis en application du § 1^{er},
 - a) la décision de suspension du Ministre;
 - b) les explications écrites et les documents communiqués par l'opérateur dès leur réception;
 - c) le cas échéant, le projet d'avenant établi avec l'opérateur.

Art. 11. Lorsqu'elle est saisie sur base des articles 9 ou 10, l'instance d'avis donne son avis dans un délai de soixante jours.

La procédure est poursuivie sans tenir compte des avis donnés hors délais.

L'instance d'avis entend l'opérateur s'il en a formulé la demande conformément à l'article 9, alinéa 1^{er} ou à l'article 10, § 3, alinéa 2, 1^o.

Art. 12. L'administration transmet au Ministre l'avis de l'instance d'avis, dès réception, avec le dossier y relatif. Le dossier comprend au moins les documents visés à l'article 9 ou l'article 10, § 3, alinéa 2, et l'extrait du procès-verbal de l'instance d'avis approuvé en séance et relatif au projet de modification via avenant au contrat-programme ou de résiliation.

Art. 13. § 1^{er}. Le Ministre décide, dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'avis de l'instance d'avis :

- 1° soit de lever la suspension ou de la prolonger pour une durée déterminée de maximum six mois et de l'assortir de conditions à remplir telles que proposées par l'administration et/ou l'Instance d'avis;
- 2° soit de modifier ou non le contrat-programme selon le projet d'avenant établi par l'administration;
- 3° soit de résilier ou non le contrat-programme.

La décision du Ministre est notifiée par l'administration à l'opérateur par envoi recommandé.

§ 2. Si le Ministre décide de lever la suspension, cette décision prend effet à la date de sa notification.

Si le Ministre accepte le projet d'avenant lui proposé, l'avenant signé par les parties précise la date de sa prise d'effet et lève la suspension éventuelle.

Si le Ministre décide de résilier le contrat-programme, cette décision ne peut prendre effet qu'après un délai de trois mois à dater sa notification.

Art. 14. § 1^{er}. Soixante jours avant le terme de la suspension prolongée par le Ministre en application de l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, l'administration est chargée :

1° d'établir, sur base notamment des explications et documents transmis à cette fin par l'opérateur, un rapport sur l'accomplissement par l'opérateur des conditions à la levée de la suspension et sa proposition soit de lever la suspension, de modifier le contrat-programme par avenant ou de le résilier;

2° de transmettre à l'instance d'avis compétente, le rapport qu'elle a établi, les explications écrites et les documents communiqués par l'opérateur et le cas échéant, le projet d'avenant établi avec l'opérateur.

§ 2. L'instance d'avis donne son avis dans un délai de trente jours.

La procédure est poursuivie sans tenir compte des avis donnés hors délais.

L'administration transmet au Ministre l'avis de l'instance d'avis, dès réception, avec le dossier y relatif.

§ 3. A dater de la réception de l'avis de l'Instance, le Ministre dispose d'un délai de quinze jours pour décider :

- 1° soit de lever la suspension;
- 2° soit de modifier ou non le contrat-programme selon le projet d'avenant établi par l'administration;
- 3° soit de résilier ou non le contrat-programme.

La décision du Ministre est notifiée à l'opérateur par l'administration par envoi recommandé et prend effet à la date fixée en application de l'article 13, § 2.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mars 2007 fixant les modalités de suspension, de modification ou de résiliation d'une convention ou d'un contrat-programme pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 17. Le ministre ayant les Arts de la scène dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 4 octobre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31809]

4 OKTOBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van steun voor projecten of programmaovereenkomsten genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP,

Gelet op het kaderdecreet van de Franse Gemeenschap van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, de artikelen 51/2 ingevoegd bij het decreet van 13 oktober 2016 en 71;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 maart 2007 tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van een overeenkomst of een programmaovereenkomst genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

Gelet op de « gendertest » van 16 mei 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het gebrek aan advies van het Overlegcomité voor de podiumkunsten binnen een termijn van dertig dagen bepaald bij artikel 9 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 juli 2017;

Gelet op het advies 61.961/2 van de Raad van State, gegeven op 6 september 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 : — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het kaderdecreet 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;
- 2° adviesinstanties : de instanties bedoeld in de artikelen 45 tot 64 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2006 tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector;
- 3° operator : de erkende natuurlijke persoon of rechtspersoon, met toepassing van titel V van het decreet, die in aanmerking komt voor een steun voor een project of een programmaovereenkomst;
- 4° bestuur : de Algemene Dienst voor creativiteit van het Algemeen bestuur voor cultuur;
- 5° ernstige fout : fout van de operator waardoor het voortzetten van de contractuele betrekkingen definitief onmogelijk wordt.

Art. 2. Tijdens de periode van de uitvoering van de steun voor project of van de programmaovereenkomst kan de Minister, als bewarende maatregel, na het advies aan de bevoegde instantie in eerste instantie te hebben gevraagd, voorlopig alles of een gedeelte van de uitbetaling van de subsidies met onmiddellijk gevolg onderbreken, bij vermoeden van geldverduistering of van frauduleus beheer van de operator voortvloeiend uit het openen van een opsporingsonderzoek of van een strafrechtelijk onderzoek.

De Minister licht de operator in, bij aangetekende brief, over de beslissing tot onderbreking van de uitbetaling van de subsidies.

Vanaf de beslissing tot onderbreking wordt de schorsingsprocedure van de steun voor een project of van de programmaovereenkomst bedoeld in de artikelen 4 en 10 ingesteld.

De onderbreking van de uitbetaling van de subsidie die als bewarende maatregel wordt beslist, loopt van rechtswege ten einde op de ingangsdatum van de beslissing tot schorsing of op de datum van de beslissing om de steun voor een project of de programmaovereenkomst niet te schorsen. De Minister kan beslissen dat de onderbreking van de uitbetaling vóór deze datums ten einde loopt.

HOOFDSTUK 2. — *Schorsing, wijziging en intrekking van de steun voor een project*

Art. 3. Indien een operator zijn verbintenissen niet naleeft of klaarblijkelijk niet in staat is om deze na te leven voor de overblijvende periode van de steun voor een project, informeert hij het bestuur hierover bij aangetekende en uitvoerige brief. Deze verplichte informatie per brief kan vergezeld gaan van een gemotiveerde aanvraag om de steun voor een project te wijzigen en van een verduidelijking dat hij door de adviesinstantie gehoord wenst te worden.

Het bestuur heeft als opdracht, binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van deze informatie, het volgende aan de adviesinstantie te bezorgen :

- 1° de informatie gegeven door de operator met toepassing van het eerste lid en het laatste jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 51/1, § 1, van het decreet;
- 2° het verslag dat het bestuur opgesteld heeft.

Art. 4. § 1. Indien het bestuur, bij de analyse van het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 51/1, § 1, van het decreet, vaststelt dat een operator zijn verbintenissen niet naleeft of indien het van mening is dat hij klaarblijkelijk niet in staat is om deze na te leven voor de overblijvende periode van de steun voor project, bezorgt het bestuur het jaarlijks activiteitenverslag aan de operator, samen met het verslag en het voorstel tot schorsing die het opgesteld heeft aan de bevoegde adviesinstantie en aan de minister.

§ 2. Binnen een termijn van veertien dagen na de ontvangst van het voorstel tot schorsing kan de Minister beslissen om de steun voor een project met onmiddellijk gevolg te schorsen.

Het bestuur is belast met :

- 1° de mededeling van de beslissing aan de operator, per aangetekende brief, het verzoek om hem, binnen een termijn van vijftien dagen, uitleg te geven en, in voorkomend geval, elk aanvullend document en/of zijn wil om gehoord te worden
- 2° het doorgeven aan de bevoegde adviesinstantie, naast het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 51/1, §1, van het decreet en het verslag en het voorstel van het bestuur bezorgd met toepassing van § 1 :
 - a) de beslissing tot schorsing van de Minister;
 - b) de schriftelijke uitleg en de documenten meegedeeld door de operator bij de ontvangst ervan.

Art. 5. Wanneer de zaak aan de adviesinstantie op basis van de artikelen 3 of 4 voorgelegd wordt, brengt ze haar advies uit binnen een termijn van vijfenveertig dagen.

De procedure wordt voortgezet zonder rekening te houden met de adviezen die buiten de gestelde termijnen gegeven werden.

De adviesinstantie verhoort de operator indien hij erom gevraagd heeft overeenkomstig artikel 4, § 2, tweede lid, 1°.

Art. 6. Het bestuur bezorgt de Minister het advies van de adviesinstantie, na ontvangst ervan, met het dossier daaromtrent. Het dossier omvat ten minste de documenten bedoeld in artikel 3, tweede lid of in artikel 4, § 2, tweede lid en het uittreksel van het proces-verbaal van de adviesinstantie dat tijdens de vergadering werd goedgekeurd en dat betrekking heeft op het ontwerp van wijziging of opzegging van de steun voor het project.

Art. 7. § 1. De Minister beslist binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het advies van de adviesinstantie om :

- 1° de steun voor een project al dan niet te wijzigen
- 2° de steun voor een project al dan niet op te zeggen.

De beslissing van de Minister wordt bij aangetekende brief door het bestuur aan de operator meegedeeld.

§2. De beslissing bepaalt de ingangsdatum van de wijziging of van de opzegging van de steun voor een project.

HOOFDSTUK 3. — *Schorsing, wijziging of opzegging van de programmaovereenkomst*

Art. 8. De Minister kan beslissen om de programmaovereenkomst in één van de volgende gevallen op te zeggen :

- a) het onvermogen voor de operator om zijn contractuele verbintenissen na te leven voor de overblijvende contractuele periode;
- b) herhaalde contractuele fout;
- c) ernstige contractuele fout.

Art. 9. Indien een operator zijn verbintenissen niet naleeft of indien hij klaarblijkelijk niet in staat is om deze na te leven voor de overblijvende contractuele periode, informeert hij het bestuur hierover bij aangetekende en uitvoerige brief. Deze verplichte informatie per brief kan vergezeld gaan van een gemotiveerde aanvraag om de programmaovereenkomst te wijzigen en van een verduidelijking dat hij door de adviesinstantie gehoord wenst te worden.

Het bestuur wordt belast, binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van deze informatie, met het doorgeven van het volgende aan de bevoegde adviesinstantie :

- 1° de informatie gegeven door de operator met toepassing van het eerste lid en het laatste jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 68, § 1, van het decreet;
- 2° het verslag en het ontwerp van aanhangsel dat het bestuur opgesteld heeft na uitwisseling met de operator.

Art. 10. § 1. Indien het bestuur, bij de analyse van het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 68, § 1, van het decreet, vaststelt dat een operator zijn verbintenissen niet naleeft of klaarblijkelijk niet in staat is om deze na te leven voor de overblijvende contractuele periode of herhaalde of ernstige contractuele fouten maakt, verzoekt het bestuur, bij aangetekende brief, hem om uitleg en deze, in voorkomend geval, te staven met elk nodig geacht aanvullend document.

De operator bezorgt deze elementen binnen een termijn van dertig dagen na de verzending van het verzoek door het bestuur.

§ 2. Bij het verstrijken van een termijn van dertig dagen bedoeld in § 1, tweede lid, of bij de ontvangst van de elementen doorgegeven door de operator, bezorgt het bestuur het jaarlijks activiteitenverslag van de operator, de elementen verstuurd door hem met toepassing van § 1, het verslag en, in voorkomend geval, het voorstel tot schorsing dat het bestuur opgesteld heeft, aan de bevoegde adviesinstantie en aan de Minister.

§ 3. Binnen een termijn van veertien dagen na de ontvangst van het voorstel tot schorsing kan de Minister beslissen om de programmaovereenkomst met onmiddellijk gevolg te schorsen.

Het bestuur is belast met :

- 1° de mededeling van de beslissing aan de operator, per aangetekende brief, het verzoek om hem, binnen een termijn van dertig dagen, uitleg te geven en, in voorkomend geval, elk aanvullend document en/of zijn wil om gehoord te worden;
- 2° het doorgeven aan de bevoegde adviesinstantie, naast het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 68, § 1, van het decreet en het verslag en het voorstel van het bestuur bezorgd met toepassing van § 1 :
 - a) de beslissing tot schorsing van de Minister;
 - b) de schriftelijke uitleg en de documenten meegedeeld door de operator bij de ontvangst ervan;
 - c) in voorkomend geval, een ontwerp van aanhangsel opgesteld met de operator.

Art. 11. Wanneer de zaak aan de adviesinstantie op basis van de artikelen 9 of 10 voorgelegd wordt, brengt ze haar advies uit binnen een termijn van zestig dagen.

De procedure wordt voortgezet zonder rekening te houden met de adviezen die buiten de gestelde termijnen gegeven werden.

De adviesinstantie verhoort de operator indien hij erom gevraagd heeft overeenkomstig artikel 9, eerste lid of artikel 10, § 3, tweede lid, 1°.

Art. 12. Het bestuur bezorgt de Minister het advies van de adviesinstantie, na ontvangst ervan, met het dossier daaromtrent. Het dossier omvat ten minste de documenten bedoeld in artikel 9 of in artikel 10, § 3, tweede lid en het uittreksel van het proces-verbaal van de adviesinstantie dat tijdens de vergadering werd goedgekeurd en dat betrekking heeft op het ontwerp van wijziging via het aanhangsel bij de programmaovereenkomst of van opzegging.

Art. 13. § 1. De Minister neemt een beslissing, binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies van de adviesinstantie :

1° ofwel om de schorsing op te heffen of te verlengen voor een bepaalde duur van hoogstens zes maanden met te vervullen voorwaarden, zoals deze die voorgesteld worden door het bestuur en/of de adviesinstantie;

2° ofwel om de programmaovereenkomst al dan niet te wijzigen volgens het ontwerp van aanhangsel opgesteld door het bestuur;

3° ofwel om de programmaovereenkomst al dan niet op te zeggen.

De beslissing van de Minister wordt per aangetekende brief door het bestuur aan de operator meegedeeld.

§ 2. Indien de Minister de beslissing neemt om de schorsing op te heffen, gaat deze beslissing in op de datum van haar kennisgeving.

Indien de Minister het ontwerp van aanhangsel dat hem voorgesteld wordt, aanvaardt, bepaalt het aanhangsel ondertekend door de partijen de ingangsdatum ervan en heft de mogelijke schorsing op .

Indien de Minister beslist om de programmaovereenkomst op te zeggen, gaat deze beslissing in slechts na een termijn van drie maanden na de bekendmaking ervan.

Art. 14. § 1. Zestig dagen vóór het einde van de schorsing verlengd door de Minister met toepassing van artikel 13, § 1, eerste lid, 1°, is het bestuur belast :

1° met het opmaken, op basis inzonderheid van de uitleg en documenten daartoe doorgegeven door de operator, van een verslag over de uitvoering door de operator van de voorwaarden voor de opheffing van de schorsing en het voorstel tot opheffing van de schorsing, tot wijziging van de programmaovereenkomst bij aanhangsel of tot opzegging ervan;

2° met doorgeven aan de bevoegde adviesinstantie van het verslag dat het bestuur opgesteld heeft, de schriftelijke uitleg en de documenten meegedeeld door de operator en, in voorkomend geval, het ontwerp van aanhangsel opgesteld met de operator.

§ 2. De adviesinstantie brengt haar advies uit binnen een termijn van dertig dagen.

De procedure wordt voortgezet zonder rekening te houden met de adviezen die buiten de gestelde termijnen gegeven werden.

Het bestuur bezorgt de Minister het advies van de adviesinstantie, na ontvangst ervan, met het dossier daaromtrent.

§ 3. Na de ontvangst van het advies van de instantie beschikt de Minister over een termijn van veertiendagen om een beslissing te nemen :

1° ofwel om de schorsing op te heffen;

2° ofwel om de programmaovereenkomst al dan niet te wijzigen volgens het ontwerp van aanhangsel opgesteld door het bestuur;

3° ofwel om de programmaovereenkomst op te zeggen.

De beslissing van de Minister wordt per aangetekende brief door het bestuur aan de operator meegedeeld en gaat in op de datum bepaald met toepassing van artikel 13, § 2.

Art. 15. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 maart 2007 tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van een overeenkomst of een programmaovereenkomst genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 17. De Minister bevoegd voor de Podiumkunsten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 oktober 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI